



HISTORIQUE...

Mais là, on s'en passerait volontiers !

COMMUNIQUÉ :

Il y a des records dont on préférerait se passer : 77450 personnes incarcérées au 1^{er} avril 2024 soit 4370 de plus qu'en 2023. Et ça n'est hélas pas un poisson d'avril.

À ce rythme, si rien n'est fait, nous pourrions atteindre le seuil des 80 000 détenus d'ici cet été.

Et à ce jour, précisément, RIEN n'est fait !

On nous avait bien expliqué que l'ouverture du CD de Fleury-Merogis allait nous donner une bouffée d'oxygène, voire nous permettre d'anticiper « l'effet Jeux Olympiques ». Son ouverture devait nous permettre, en effet, de disposer de 406 places de détention en plus.

Sauf qu'à ce jour, à peine 84 détenus y sont hébergés, et que la montée en charge est stoppée nette. Pas de chauffage, pas d'eau chaude, des problèmes pour ouvrir et fermer les portes des cellules... La liste des défauts est longue et non exhaustive. Le résultat est sans appel : un fiasco total !

La seule bonne nouvelle pour cette structure c'est qu'elle dispose de plus de personnels que de détenus. Quelle ironie ! Pussions-nous espérer qu'un jour il en soit de même pour tous les établissements pénitentiaires.

Si la situation n'était pas aussi catastrophique et tendue, nous pourrions presque en rire. Malheureusement l'heure est plutôt à l'angoisse de savoir, **non pas SI un drame arrivera, mais OÙ ET QUAND il arrivera !!!**

Jamais la situation n'a été aussi tendue dans nos détentions !

Jamais le point de rupture n'a été aussi proche !

Notre lettre ouverte au Ministre, pour demander des mesures d'urgence, a reçu de nombreuses réponses de la part des parlementaires. Ces derniers nous font part de leur soutien et nous informent des courriers ou questions qui seront posées au Ministre lors des questions ouvertes au gouvernement, à l'Assemblée nationale, et au Sénat.

De nombreux procureurs et présidents de cours d'appel ou de tribunaux nous ont fait part également de leur soutien et engagement pour pouvoir trouver, ensemble, des solutions pour endiguer le phénomène, bien conscients que cette situation n'est plus ni tenable ni acceptable.

FO Justice les en remercie. Mais nous n'avons plus le temps d'attendre. Chaque jour la crainte d'un embrasement de nos détentions est grandissante. La menace est bien réelle et redoutée par des personnels, de surcroît, fatigués, usés et abandonnés.

- M. Le Ministre, « *En politique on n'est pas ce qu'on est ; on est ce qu'on paraît être. La déconsidération, une fois acquise, ne se perd plus.* » (Charles-Augustin Sainte-Beuve)

#StopEcroux

FO Justice – le 2 Mai 2024

